

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT**  
**Service Urbanisme - Qualité Architecturale**

Réf : MS/IC-2022  
Affaire suivie par Magalie SERIZAY  
Tél. 02.43.47.38.88  
Email. urba.erp@lemans.fr



**CENTRE HOSPITALIER DU MANS**  
194 avenue Rubillard  
72000 LE MANS

A l'attention de Madame REZE  
Chargé de sécurité

**OBJET: Visite périodique – Centre Hospitalier – Bâtiment Pôle Femme Mère Enfant Alienor -**  
**194 avenue Rubillard - LE MANS**

Madame,

Votre établissement a fait l'objet d'une visite périodique le 7 mars 2022 par la commission de sécurité de l'Arrondissement du Mans.

Sur la base d'un **avis favorable** émis à l'issue de cette visite, la poursuite de l'exploitation de l'établissement est autorisée.

Vous trouverez joint à ce courrier le procès-verbal de visite.

Aussi, vous veillerez à **me transmettre l'ensemble des levées de prescriptions (page 6/6) dans un délai de 2 mois** à réception de ce courrier à l'adresse suivante :

**Par courrier :** Ville du Mans  
Service Urbanisme Qualité Architecturale – cellule ERP  
CS 40010  
72039 Le Mans cedex 9

**Par courriel :** urba.erp@lemans.fr

Je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

L'Adjointe au Maire,  
Le Maire, Conseillère Communautaire déléguée



Lydia HAMONOU-BONJOUR

Stéphane LE FOLL  
Président de Le Mans Métropole  
Ancien Ministre



## Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans

SDIS de la Sarthe  
Sous direction des moyens opérationnels  
Groupement Organisation et Coordination des Secours  
Service prévention  
Dossier étudié par : Ltn Stephane BRAZILLE/plh  
Tél : 02.43.54.66.85 / 66.86 / 66.87  
Courriel : serv.prev@sdis72.fr  
Fax : 02.43.74.37.86

### PROCÈS-VERBAL

**OBJET :** Contrôle des établissements recevant du public

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans s'est réunie le **07/03/2022** en vue d'émettre, conformément aux dispositions des articles R.123-1 à R.123-55 du code de la construction et de l'habitation et du décret n°95-260 du 8 mars 1995, un avis sur l'exploitation de l'Établissement Recevant du Public ci-dessous :

Commune :	LE MANS
Établissement :	E 181 00055 012 - CENTRE HOSPITALIER - POLE FEMME MERE ENFANT ALIENOR 194 avenue Rubillard
Catégorie :	2ème cat.
Type principal :	U

### AVIS

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.

Les travaux, soumis ou non à permis de construire, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donné après avis de la commission de sécurité. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification de l'établissement.

Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R.123-22 et R.123-43 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Président de la Commission,  
M. BESLAND  
BSCGC



**RAPPORT DE LA VISITE DU : 07/03/2022**

Établissement : E 181 00055 012 - CENTRE HOSPITALIER - POLE FEMME  
MERE ENFANT ALIENOR  
Adresse : 194 avenue Rubillard  
72000 LE MANS  
Type et Catégorie : U - 2ème cat.  
Objet de la visite : Visite périodique  
Périodicité des visites : 36 mois  
Date dernière visite périodique et avis : 23/04/2019 - avis favorable

**COMPOSITION DE LA COMMISSION**

**Membres ayant voix délibérative :**

Le président de la commission :	M. BESLAND
Le représentant du maire :	M. LE CORRE
Le représentant du DDSIS :	M. le lieutenant BRAZILLE

**Assistaient également à la réunion de la commission (membres ayant voix consultative) :**

- M. CARRE, Responsable département maintenance et sécurité
- Mme REZE, chargé de sécurité
- Mme SERIZAY, Cellule ERP - Ville du Mans

**RÈGLEMENTATION**

Cet établissement est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980, annexé aux articles R.123-1 à R.123-55 du code de la construction et de l'habitation, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi qu'au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Le non respect de ces réglementations est passible des sanctions prévues aux articles L. 123-4, R. 152-6 et R. 152-7 du code de la construction et de l'habitation.

## HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

N° de PC ou AT	Objet	Date d'étude par la SCDS	Date de réception des travaux ou devenir de la demande
PC.181.06.Z3361	Projet de construction	09.01.2006	
PC.181.06.Z3361/01	PC modificatif	08.01.2009	22.04.2009
	Demande de sécurisation du bâtiment	13.02.2014	22.04.2016
AT.181.14.Z0071	Projet de réaménagement des urgences gynéco obstétricales	22.05.2014	
AT.181.14.Z0192	Projet d'une biberonnerie	06.11.2014	22.04.2016
AT.181.16.Z0353	Extension de bureaux en lieu et place du patio 3	22.12.2016	23.04.2019
AT.181.17.Z0088	Restructuration de UHCD des urgences pédiatriques et HGJ Alienor	27.04.2017	23.04.2019
AT.181.19.Z0310	Aménagement d'une cafétéria	09.01.2020	

## DESCRIPTIF DE L'ÉTABLISSEMENT

La visite a été réalisée sous la conduite de Madame REZE, Chargé de sécurité.

### **Descriptif :**

#### **Niveau +4**

- des locaux techniques (centrales de traitement d'air)

#### **Niveau +3**

- 1 service d'hospitalisation de chirurgie pédiatrique (une unité de 15 lits)
- 1 service d'hospitalisation de gynécologie (une unité de 22 lits)
- 1 service d'orthogénie (une unité de 6 places)

#### **Niveau +2**

- 2 services d'hospitalisation d'obstétrique
  - 1 unité de 31 lits
  - 1 unité de 32 lits
- 1 poste central médical et d'anesthésiologie – réanimation
- des locaux techniques (centrales de traitement d'air et locaux techniques)

#### **Niveau +1**

- 1 biberonnerie
- 1 service d'hospitalisation de grossesses à risques (1 unité de 13 lits)
- 1 service de néonatalogie (16 lits) – soins intensifs (6 lits) – réanimation néonatale (8 lits)
  - 1 service de réanimation pédiatrique (4 lits) – soins continus (4 lits)
- 1 bloc obstétrical de 11 salles d'accouchement
- 1 bloc opératoire de 6 salles
- 1 secteur de garde (5 chambres)

#### **Niveau rez de chaussée**

- 1 hall d'accueil
- 1 secteur de consultations de gynéco-obstétrique

- 1 secteur de consultations de pédiatrie
- 1 service d'accueil des urgences
- 1 secteur d'urgences de gynéco-obstétrique
- 1 antenne d'imagerie médicale
- des locaux techniques (centrale d'énergie)
- 3 bureaux (ancien patio n° 3)

#### **Niveau rez de chaussée bas**

- 1 parc de stationnement de 136 places
- 1 pôle logistique (quai)
- les vestiaires du pôle
- des locaux techniques

Ce bâtiment est raccordé au bâtiment pédiatrie par des passerelles de connexion (rez de chaussée + Niveau 1).

### **VERIFICATIONS TECHNIQUES**

#### **Contrôle des vérifications techniques obligatoires (visite périodique) :**

<b>NATURE</b>	<b>VÉRIFICATEUR</b>	<b>DATE</b>	<b>OBSERVATIONS</b>
<i>Installations électriques</i>	APAVE	30/07/2021	Obs. à lever
<i>Éclairage de sécurité (BAES/BAEH)</i>	APAVE	30/07/2021	
<i>Installation de chauffage (sous-station)</i>			
<i>Ascenseurs :</i>			
- contrat annuel d'entretien	OTIS		Contrat
- contrôle quinquennal par organisme agréé	APAVE	1/09/2021	Obs. à lever
<i>Système de sécurité incendie de catégorie A :</i>			
- contrat annuel d'entretien	DEF	01/12/2021	obs. à lever
- contrôle triennal par organisme agréé (1 <sup>er</sup> groupe)	APAVE	16/09/2021	
- contrôle triennal désenfumage mécanique	APAVE	16/09/2021	
<i>Installation de désenfumage (CO<sub>2</sub>) cages d'escalier</i>	DEF	01/12/2021	
<i>Extincteurs portatifs</i>	TECC	29/10/2021	
<i>Portes automatiques (contrat annuel d'entretien)</i>	AF Maintenance		Contrat
<i>colonne sèche</i>	TECC	25/05/2021	
<i>poteau incendie</i>	TECC	25/05/2021	
<i>fluides médicaux</i>	APAVE	06/10/2021	
<i>porte coupe-feu</i>	DEF	01/12/2021	

#### **Contrôles (art. MS74) :**

Lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité, toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant pour permettre le contrôle efficace des moyens de secours. A cet effet, la direction doit mettre en place le personnel et le matériel nécessaire aux essais de fonctionnement.

#### **Autres vérifications :**

Registre de sécurité tenu à jour : oui

Formation du personnel :

- manipulation des extincteurs / système de sécurité incendie : 17/06/2021 - 153 personnes formées sur 330 personnes. Planification de la totalité du personnel sur 3 ans.

Surveillance de l'établissement (ERP de type U) : oui

Téléphone filaire (les téléphones sur box sont interdits) – Consignes : oui  
Plan de l'établissement : oui  
Défense extérieure contre l'incendie :

- Poteau d'incendie à moins de 200m de l'établissement : oui

1 exercice : 26/01/2022

## CLASSEMENT

### Classement :

Calcul selon l'article U2

### Mode de calcul de l'effectif :

- 1 personne / lit
- 1 personne / 3 lits au titre du personnel
- 1 personne / lit au titre des visiteurs
- 8 personnes / par poste de consultation

Niveaux	Lits	Effectifs	Postes de consultation	Effectifs	Total niveaux	Effectifs cumulés
niveau 4	0	0	0	0	0	0
niveau 3	43	100	4	32	132	132
niveau 2	63	147	4	32	179	311
niveau 1	57	133	3	24	157	468
RDC	7 + 14	49	48	384	433	902
niveau -1	0	0	0	0	0	0
<b>EFFECTIF TOTAL PUBLIC ET PERSONNEL (*)</b>					<b>902 personnes</b>	

Établissement Recevant du Public de 2ème cat. et de type U

## PRESCRIPTIONS

### Vérifications techniques obligatoires (articles R123-43, GE8)

Faire vérifier, **au moins une fois par an**, par un technicien compétent :

- les installations électriques et l'éclairage de sécurité (art. EL19 et art. EC8)
- le paratonnerre (art. EL19)
- les installations de désenfumage (art. DF10)
- les installations de chauffage (art. CH57 et CH58)
- les filtres de traitement d'air – nettoyage (art. CH58)
- les ascenseurs, monte-charges (art. AS8 et AS9)
- les extincteurs et des colonne seches (art. MS73)
- le système d'alarme incendie (art. MS73)
- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS58)
- les portes coupe-feu des réserves (art. MS58)
- les clapets coupe-feu (art. CH58)
- les portes automatiques (art. CO48)
- des fluides médicaux (art. U64)

Faire vérifier, **une fois tous les trois ans**, par un organisme agréé :

- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS73)
- le système de désenfumage mécanique (art. DF10)

Faire vérifier, **une fois tous les 5 ans**, par un organisme agréé :

- les ascenseurs (art. AS9)

Tenir à jour le registre de sécurité en y inscrivant notamment les dates des vérifications techniques accompagnées du nom et de la signature du vérificateur (art. R123-51 du code de la construction et de l'habitation)

**Ce registre contiendra notamment les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (art. GE3).**

#### **Prescriptions antérieures :**

Action	Ordre	Libellé
VISITE DU 23/04/2019	1	CONCERNANT L'AT.181.17.Z0088 :  Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, les rapports de vérification suivants, accompagnés des justificatifs de levée des éventuelles observations y figurant :  - la levée des observations du RVRAT APAVE n° 17142618 du 14.12.2019 (art. R123.44).

#### **Nouvelles prescriptions :**

Ordre	Libellé
1	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la copie du registre de sécurité ou les rapports attestant la levée des observation du RVRE portant sur la triennal SSI et désenfumage mécanique établi par l'APAVE le 9/08/2021 (art. R123.44).
2	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la copie du registre de sécurité ou les rapports attestant la levée des observation du RVRE portant sur le SSI établi par DEF le 01/12/2021
3	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la copie du registre de sécurité ou les rapports attestant la levée des observation du RVRE électricité établi par APAVE le 30/07/2021 (art. R123.44).
4	Prendre les mesures nécessaire assurant le chargement des jouets voitures électriques en dehors de la circulation de l'étage (CCH 123-13°
5	Interdire le stockage des lits inutilisés dans la circulation du niveau 3 (CO 35)
6	Vider ou isoler les locaux utiliser en lieu de stockage (CO 28)
7	Remettre en service le système de sécurité incendie et transmettre le rapport des risque encourus lié au dérangement pour défaut d'alimentation en énergie (MS 54)
8	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la copie du registre de sécurité ou les rapports attestant la levée des observation du RVRE portant sur quinquennale ascenseur établi par l'APAVE le 01/09/2021 (art. R123.44).

#### **Propositions et remarques éventuelles :**

1. La commission rappelle l'obligation pour les propriétaires des établissements recevant du public d'installer un défibrillateur automatisé externe selon le calendrier suivant :

- le 1er janvier 2020 pour les ERP de catégories 1 à 3 ;
- le 1er janvier 2021 pour les ERP de catégorie 4 ;
- le 1er janvier 2022 pour les ERP de catégorie 5 suivants : les structures d'accueil pour personnes âgées, les structures d'accueil pour personnes handicapées, les établissements de soins, les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives.

*(Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes)*

**AVIS**

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.